

Coronavirus : Le manque d'accès aux toilettes publiques, cet autre fléau de la crise sanitaire

AMENAGEMENT URBAIN La pénurie de toilettes dans l'espace public est déjà réelle en temps normal, mais les restrictions sanitaires l'ont aggravé



Des toilettes publiques à Paris, le 26 mars 2021. — *STEPHANE DE SAKUTIN / AFP*

Selon une étude Ifop pour Diogène France rendue publique ce mercredi, 45 % des Français interrogés disent avoir rencontré un problème d'accès aux toilettes publiques depuis le premier confinement.

Cette pénurie pénalise tous les citoyens, mais certaines catégories en souffrent encore plus : les sans-abri, les enfants, les seniors, les femmes enceintes, les malades chroniques, les chauffeurs de taxi, les livreurs, les commerçants ambulants...

Une envie pressante et aucun lieu pour se soulager. C'est la désagréable expérience qu'ont fait de nombreux Français depuis le début de la crise du coronavirus. Selon une étude* Ifop pour Diogène France rendue publique ce mercredi, 45 % des Français interrogés disent avoir rencontré un problème d'accès aux toilettes publiques depuis le premier confinement. Une situation due à la fermeture des cafés, des restaurants, des centres commerciaux non alimentaires. Mais aussi à la fermeture de certains WC publics situés dans les rues.

« Lors du premier confinement, leur fermeture a posé un vrai problème aux sans-abri. D'autant que les accueils de jour des associations étaient suspendus, indique Florent Hudmon, directeur régional Paca de la



[Visualiser l'article](#)

Fondation Abbé-Pierre. Plusieurs associations telle que la notre ont fait remonter le problème aux autorités, et certains préfets ont pris des arrêtés de réquisition pour forcer les communes a les rouvrir ». Mais tous les WC n'ont pas rouvert, notamment parce que leur désinfection est plus complexe à cause du Covid-19, et coûte plus cher.

Un coût de 20.000 à 40.000 euros par an par équipement

La faute au Covid-19, donc. Mais la crise sanitaire n'a fait que mettre en lumière le sous-équipement chronique des villes françaises dans ce domaine, comme l'a montré le rapport sur « Le droit d'accès à des toilettes en France » de l'Académie de l'eau, paru en 2020 : « Notre pays compte environ 14.000 WC publics, soit un pour 4.610 habitants. Et l'équipement est très inégal selon les villes : si Paris compte un sanitaire pour 3.000 personnes, Marseille n'en comptait en 2019 qu'un pour 48.000 personnes », souligne Henri Smets, l'ingénieur auteur de l'étude. Cette pénurie s'explique selon lui par des raisons économiques : « Le prix total pour construire et installer des toilettes est de l'ordre de 20.000 à 40.000 euros par an et par équipement (investissement, entretien, consommables) ».

Par ailleurs, aucune législation n'impose aux communes un équipement minimum de sanitaires publics. « Le pouvoir central considère que cela relève du domaine municipal et ne veut pas s'en mêler », explique Henri Smets. « Le fait de s'équiper de toilettes publiques n'apporte pas beaucoup de crédit politique aux municipalités, d'où leur réticence à investir le sujet, complète Florent Houdmon. Et pour certains, qui adoptent en parallèle des arrêtés anti-mendicité et mettent en place du mobilier urbain anti-SDF, on peut se demander s'il ne s'agit pas d'une autre tentative pour dissuader les sans-abri de rester là ».

« Certaines rues se transforment en urinoirs sauvages »

Si cette pénurie de toilettes pénalise tous les citoyens, certaines catégories en souffrent encore plus : les sans-abri, on l'a dit, mais aussi les enfants, les seniors, les femmes enceintes, les malades chroniques, les chauffeurs de taxi, les livreurs, les commerçants ambulants... « Les malades souffrant de maladies chroniques des intestins ont souvent un besoin urgent d'aller aux toilettes. Ils calculent leurs déplacements en fonction de la présence de WC sur leur parcours. Et la situation actuelle risque d'entraîner des accidents très humiliants ou de les inciter à rester chez eux pour éviter ce risque », indique ainsi Eva Saumier, porte-parole de l'Association François-Aupetit (AFA), qui vient en aide à ces personnes.

« Certaines rues se transforment en urinoirs sauvages ou en lieu de défécation, ce qui empuantie des quartiers entiers », souligne aussi Henri Smets. Et les conséquences sur le moral des personnes obligées de se soulager sur la voie publique sont importantes : « Cela affecte la dignité humaine, tout en faisant courir le risque pour la personne d'être stigmatisée par les passants et d'être verbalisée », indique Florent Houdmon.

Les politiques poussés à l'action

Face à ce problème de santé publique, des parlementaires étaient pourtant montés au front bien avant la crise sanitaire. En 2017, une proposition de loi ambitionnait de rendre obligatoire la mise à disposition gratuite de points d'eau et de toilettes publiques pour les communes de plus de 3. 500 habitants. Adoptée par l'Assemblée, elle avait finalement été rejetée au Sénat. Mais pour Henri Smets, il est urgent que les parlementaires ou que le gouvernement s'y penche à nouveau : « Il faudrait dans un premier temps imposer un nombre minimal de toilettes publiques aux communes de plus de 20.000 habitants » estime-t-il.

« D'autant que l'argument selon lequel les WC publics coûtent cher ne tient pas. Car c'est un investissement rentable, comme le montre l'exemple de Palavas-les-Flots. La ville a installé des toilettes sur tout le littoral. Résultat : la fréquentation de ses plages a été multipliée par deux, ce qui a entraîné des retombées économiques », ajoute Eve Saumier. L'AFA a d'ailleurs mis en ligne en octobre 2020 une pétition pour



www.20minutes.fr
Pays : France
Dynamisme : 147



[Visualiser l'article](#)

interpeller les décideurs politiques sur l'urgence d'améliorer l'accès aux toilettes dans l'espace public, qui a recueilli plus de 8.200 signatures. Un bon début.

* Étude Ifop pour Diogène France réalisée en ligne du 9 au 12 avril 2021 auprès d'un échantillon de 1.010 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus résidant en France métropolitaine.